

**Association pour les droits des non-fumeurs
Coalition québécoise pour le contrôle du tabac
Médecins pour un Canada sans fumée
Société canadienne du cancer**

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Le lundi le 25 octobre 1999

**UN REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE SANTÉ RÉCLAME
UNE AUGMENTATION SUBSTANTIELLE
DES TAXES SUR LE TABAC**

Montréal, le 25 octobre 1999 - Selon un nouveau rapport rendu public aujourd'hui par un regroupement d'organismes de santé, les taxes anormalement faibles sur les produits du tabac ont un impact désastreux sur la santé de la population et privent les fonds publics de milliards de dollars. Les organismes soulignent qu'une augmentation symbolique de **1,20 \$ par cartouche** de cigarettes, dont il a été question récemment dans les médias, serait tout à fait inadéquate. Le regroupement recommande à l'unanimité une augmentation des taxes d'au moins **10,00 \$** pour le Québec (tout comme les quatre autres provinces avec de faibles niveaux de taxation). Une telle hausse ne permettrait toujours pas de rétablir les prix de 1993.

Réticences de Bernard Landry : la contrebande

Il y a maintenant plus de neuf mois que le gouvernement fédéral s'est dit prêt à augmenter les taxes sur les produits du tabac, mais les réticences du Québec ont contribué au report perpétuel de cette mesure. Le ministre des Finances, Bernard Landry, invoquait alors la possibilité d'une résurgence de la contrebande pour justifier son inquiétude, et demanda aux organismes de santé de patienter jusqu'à ce le gouvernement puisse effectuer une étude sur cette question.

« Nous avons perdu toute patience, déclare M. Louis Gauvin, coordonnateur de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. Combien de mois d'étude sont nécessaires pour voir que la situation a été complètement renversée depuis 1994? Non seulement les prix sont plus élevés partout ailleurs qu'au Québec, mais la différence des prix est phénoménale—de l'ordre de 18 \$ par cartouche de 200 cigarettes entre le Québec et les états frontaliers! En ce moment, la politique fiscale du Québec risque plutôt d'encourager le trafic illégal vers les juridictions ayant des prix de cigarettes plus élevés. »

Au cours de la dernière année, les augmentations des prix des cigarettes américaines sont de l'ordre de **33 %**—soit environ **11 \$** canadien la cartouche de cigarettes.

« *Le Québec et l'Ontario ont maintenant les cigarettes les moins chers en Amérique du Nord, poursuit Francis Thompson, analyste des politiques à l'Association pour les droits des non-fumeurs. Les prix y sont plus bas qu'au Kentucky, en Virginie de l'Ouest et en Caroline du Nord, au cœur même de la région du tabac.* » Les prix au Québec et en Ontario sont actuellement au même niveau que ceux observés en Grèce ou au Portugal, deux des pays les plus pauvres de l'Union européenne.

Crise de la santé au Québec

Dans un reportage exhaustif dans le présent numéro de la revue *Maclean's* sur la santé des Canadiens, le Québec se classe encore une fois "champion" des cancers mortels. Le tabac—cause numéro un de cancers—est responsable de plus de morts que les accidents routiers, l'alcool, les drogues illicites, les homicides et le SIDA mis ensemble.

Selon Louis Gauvin : « *Notre système de santé est en crise. Nos hôpitaux débordent de patients qui attendent des mois pour des traitements vitaux ou qui doivent recourir à des traitements aux États-Unis. Il y a un manque flagrant de ressources humaines et matérielles pour fournir des soins adéquats. Et malheureusement, c'est le tabac est à l'origine d'une grande partie de cette catastrophe : le tabagisme est la principale cause de maladies et de décès évitables ; il tue 12 000 Québécois chaque année.*

« *Il faut à tout prix réduire le tabagisme et injecter de l'argent dans le système de santé. Une augmentation substantielle des taxes sur les produits du tabac est la solution incontournable : elle accomplirait ces deux tâches simultanément.* »

Les organismes de santé estiment qu'une augmentation de **10 \$ par cartouche** rapporterait des revenus supplémentaires d'environ **200 millions \$** par année au Gouvernement du Québec, en tenant compte de la baisse de consommation qui l'accompagnerait.

Pertes de revenus

Le rapport note que les trésors publics ont énormément souffert de la baisse des taxes sur les cigarettes en 1994. Selon des estimations conservatrices, le gouvernement fédéral a perdu **2,87 milliards \$** en revenus au cours des cinq premières années de ce régime ; les cinq provinces qui se sont ralliées à la baisse des taxes ont, quant à elles, perdu collectivement **1,98 milliards \$** en revenus. Par contre, dans les cinq autres provinces, les revenus générés par les taxes sur le tabac ont augmenté légèrement au cours de la même période.

Gains pour l'industrie

« *Comme d'habitude, les fabricants de cigarettes ont été les principaux bénéficiaires, fait remarquer M. Francis Thompson. Leurs profits ont grimpé de 62 % depuis la baisse des taxes, pour des retombées supplémentaires de 1,33 milliards \$.* »

Mesure de santé publique

« De toutes les politiques qui ont été essayées à ce jour, les taxes élevées sur le tabac constituent l'une des mesures les plus efficaces pour empêcher les jeunes de fumer, souligne Mme Louise Labrie, porte-parole pour la Société canadienne du cancer, division du Québec. Une petite augmentation de l'ordre de 15 ¢ le paquet n'aurait pas d'effet appréciable sur la santé. On dirait des pompiers qui tentent d'éteindre un incendie majeur avec des seaux et quelques litres d'eau. Depuis cinq ans, le Québec vit l'expérience des cigarettes à prix faible, et c'est une véritable catastrophe. Il faut en finir avec ces petites augmentations symboliques : seule une hausse substantielle constituera une véritable initiative de santé publique. »

C'est au Québec qu'on fume le plus, avec un taux de **34%** chez les 15 ans et plus, comparativement à **29%** pour la moyenne canadienne. Au Québec, **38%** des jeunes au secondaire fument.

Les dommages pour la santé publique résultant de la baisse des taxes de 1994 sont évidents. Dans les cinq provinces (les quatre provinces de l'Ouest, de même que Terre-Neuve) qui ont refusé de réduire leurs taxes sur le tabac, la consommation *per capita* a chuté environ **trois fois** plus rapidement au cours des années 1990 que dans les cinq provinces où les taxes ont été amputées.

Dépenses insuffisantes accordées au contrôle du tabagisme

« En 1994, Jean Chrétien a promis que son gouvernement financerait la plus importante campagne anti-tabac jamais vue au pays, rappelle M. Louis Gauvin. Cette campagne devait réduire l'impact des cigarettes à moitié prix dans la majeure partie du pays. Cinq ans plus tard, nous attendons toujours que le gouvernement lance une campagne d'éducation publique financée adéquatement afin d'expliquer la vraie nature de l'industrie du tabac et de ses produits. »

Pour tout renseignement supplémentaire :

- 1) Francis Thompson, Association pour les droits des non-fumeurs (613) 230-4211 / cellulaire : (514) 237-7626
- 2) Rob Cunningham, Société canadienne du cancer, (613) 565-2522, poste 305
- 3) François Damphousse, Association pour les droits des non-fumeurs (514) 843-3250 / cellulaire : (514) 237-7626
- 4) (Seulement tard en après-midi) Louis Gauvin, Coalition québécoise pour le contrôle du tabac (514) 598-5533

Ce rapport est disponible en format électronique (PDF) aux deux adresses suivantes :

- 1) www.nsra-adnf.ca
- 2) www.smoke-free.ca